L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 3 AOUT 1859.

Imprimé et publié par
P. F. WEISSE & Co.
VIEUX PROPRIETAIRES;
C. F. WEISSE. E. DUPOUR
E. DUVERGER. S. HARDY.

Rue de Chartres, No 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 3 AOUT.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros On paiera aux porteurs.

Vente à l'unité de ce jour.

Par le Charlemagne, fonds d'une pharmacie, rue du Hasard, entre St Pierre et Toulouse—Et par la Nayades No 106, des meubles et des comptes et reclamations.

Par A. Bouligny—A la dernière résidence de Felicite Labrasche, veuve Edmond Fortier— meubles, argenterie et argenterie plaquée.

Par P Turpin 56 Vieille Levée—Meubles-Commodités, provisions, liqueurs, huile, draps à diverses.

LA QUESTION MEXICAINE.

La presse américaine se préoccupe beaucoup depuis quelque temps de la question mexicaine, question qui nous intéresse certes infiniment plus que celle d'Italie, et dont la solution ne saurait être toujours différée. S'il est une force que possède le gouvernement américain, c'est la force d'inertie, la résistance au progrès; il semble le plus souvent sourd et aveugle, tant est grande son apathie. Rien ne l'émeut, rien ne le fait sortir de son indifférence ou plutôt de sa torpeur.

Le Mexique est en proie aux convulsions de l'agonie; la France et l'Angleterre assistent aux derniers moments du moribond, prêtes à offrir leurs services au premier appel de celui-ci; et nous, dans notre stupide magnanimité et notre désintéressement ridicule, nous restons éloignés pour n'avoir point l'air de convoiter la succession de nos voisins.

L'heure de l'intervention a pourtant sonné; le rôle de médiateur entre les partis ou plutôt les factions qui déchirent le Mexique nous est aujourd'hui impérieusement imposé par les circonstances. Notre intérêt, celui des Mexicains et de la civilisation nous commandent également de mettre un terme à un état de choses dont s'indignent et se scandalisent à bon droit l'Europe et l'Amérique et qui finirait par compromettre notre sureté.

Le respect des nationalités doit, nous le savons, être le premier souci des gouvernements honnêtes. Mais les Mexicains ne constituent plus une nationalité; divisés en une infinité de bandes rivales, que commandent des chefs plus avides qu'ambitieux, ils se font une guerre acharnée, se dépouillent, se bannissent et s'entre-égorgent. Le pillage et le meurtre sont-ils pour un peuple des droits inviolables? Si on les trouve inscrits dans le code international, nous n'avons qu'à nous croiser les bras et à laisser nos voisins consommer leur suicide. Si, au contraire, l'attentat à la vie et à la propriété est un crime, au point de vue national comme au point de vue individuel, l'intervention de vient pour nous un devoir.

Cette intervention des Etats-Unis dans les affaires du Mexique serait d'autant plus légitime qu'un grand parti la réclame de l'autre côté du golfe. Les Mexicains eux-mêmes font les rouerie du concours de l'Union et le sollicitent instamment. On leur a dit et on leur répète encore qu'en appelant à leur aide de puissants voisins, ils se livrent à la merci de ces derniers, que les Américains se dédommageront amplement des services qu'ils auront rendus, enfin qu'ils s'installeront dans le pays et refuseront d'en sortir.

Où serait le mal, grand Dieu! si quelle est aujourd'hui la position du Mexique pour qu'il ait à regretter une transformation de gouvernement. L'annexion aux Etats-Unis serait le plus grand bienfait qu'il pût espérer; reste à savoir si l'avantage serait égal pour l'Union et si les sacrifices qu'elle serait obligée de faire ne dépasseraient pas la valeur de sa précieuse conquête.

Les Mexicains, en s'incorporant dans l'Union, ne cesseraient pas, ce nous semble, d'être Mexicains et conserveraient tous les privilèges qu'ils conservent aujourd'hui, moins celui de faire des pronunciamentos et de se tirer des coups d'escopette. Leurs états deviendraient, comme les nôtres, des Etats souverains ce qu'ils ne sont pas à cette heure. Ils entreraient purement et simplement dans une confédération dont toutes les membres s'engagent à se défendre et à se protéger mutuellement. L'Union est une association d'Etats à laquelle chacun de ceux et conserve sa liberté et exerce tous les droits qui ne sont pas abolonnent nécessaires au gouvernement central pour l'administration des affaires communes. Lorsqu'un individu entre dans une société commerciale, abdique-t-il sa liberté?

Il faut se garder de prendre des chimères pour la réalité. Les Mexicains, par exemple, ont tous les ans ou même deux fois par an une constitution nouvelle, s'il leur plaît de l'échanger contre la constitution des Etats-Unis, renoncent-ils pour cela à leur nationalité? Non, puisque leur puissance, si puissance il y a, reste la même, avec cette seule différence qu'au lieu de se manifester isolément elle se fond dans celle d'une société et change de nom. La république cesse de s'appeler "Etats-Unis du Mexique" pour s'appeler "Etats-Unis d'Amérique". Est ce cette différence de mots qui empêchent les Mexicains d'échanger leur servitude, leurs misères, leur faiblesse, leur avilissement et leur abjection contre la tranquillité la force, l'indépendance, la grandeur et la prospérité que leur assurerait l'annexion à l'Union?

Il serait temps que les peuples s'affranchissent de l'étrange absurde que des mots vides de sens ont trop longtemps exercé sur leurs destinées et qui les traitassent les affaires qui les concernent comme de simples individus traitent les leurs. Ce serait un bon sens pratique qui constitue la véritable moralité d'une nation et qui la placerait un jour à la tête des autres peuples.

Le Mexique se consume en stériles révolutions, qui ne traduisent pour les Etats-Unis en une perte d'un million de piastres par mois, montant que réaliserait notre commerce si la guerre civile qui règne chez nos voisins ne le paralysait. Sachons une bonne fois prendre une attitude qui décide du sort du Mexique et lui fasse partager notre prospérité. Ce ne sera pas une œuvre entièrement désintéressée, puisque nous y gagnerons aussi. Il remplir le devoir et l'intérêt se réunissent pour commander un acte, l'abstention devient une sottise en même temps qu'une faute.

EUROPE.

Le *Moniteur* de Paris a publié la proclamation dans laquelle Napoléon III apprend à ses soldats quelles sont les bases de la paix.

"Le but principal de la guerre, y est-il dit, est atteint: l'Italie est délivrée jusqu'à la première fois, une nation. La Vénétie reste à l'autriche, il est vrai; mais elle sera, bientôt, province italienne, et fera partie de la confédération italienne. L'union de la Lombardie et du Piémont nous donne un allié puissant, qui nous devra son indépendance. Les gouvernements qui, jusqu'à présent, sont restés inactifs ou qui ont été rappelés dans leurs Etats, comprendront la nécessité de réformes salutaires. Une amnistie générale effacera les traces des discordes civiles. L'Italie, maîtresse désormais de ses destinées, n'aura qu'elle même à accuser si elle ne progresse pas régulièrement dans la voie de l'ordre et de la liberté. Vous retournerez bientôt en *France*.

"Un pays reconnaissant y recevra avec transports ces soldats qui ont élevé si haut la gloire de nos armes à Montebello, Palestro, Turbigo, Magenta, Marignan et Solférino, qui en deux mois ont délivré le Piémont et ce se sont arrêtés que parce que la triple alliée prendre des proportions qui ne s'accordaient plus avec les intérêts que la France avait dans cette guerre entreprise. Vous donnez bientôt de vos nouveaux succès, fiers des résultats obtenus, plus particulièrement fiers d'être les fils bien aimés de cette France qui sera toujours la grande nation, tant qu'elle aura un cœur pour comprendre les nobles causes et des hommes tout que vous pour les défendre.

"Valeggio, 12 juillet 1859. NAPOLEON."

Les conditions préliminaires du traité de paix sont annoncées en ces termes dans la *Correspondance* italo-autrichienne:

"L'Autriche et la France sidèrent à la formation d'une confédération italienne à laquelle l'Autriche accède. La Lombardie, jusqu'à la ligne du Mincio, sera abandonnée. Mantoue, Peschiera, Borgoforte et toute la Vénétie restent possessions autrichiennes. Les princes de Toscane et de Modène retourneront dans leurs états. On accorde une amnistie générale."

François Joseph a quitté Vérone le 14, se rendant à Vienne. Dans un ordre du jour, publié le 12, il dit que l'Autriche a commencé la guerre pour maintenir ses traités sacrés, comptant sur le dévouement de son peuple, la bravoure de son armée et ses alliés naturels. N'ayant pas obtenu l'appui de ces alliés, l'Autriche cède à une situation politique défavorable. L'empereur remercie sordialement le peuple aussi bien que l'armée, qui lui ont prouvé qu'il pourrait compter sur leur dévouement dans le cas de nouvelles luttes.

Le *Moniteur* de mardi, 12, renferme le paragraphe suivant:

"Senzano, 11 juillet 1859.

"La *Gazette* d'Augsbourg prétend que l'existence d'une maladie dangereuse dans l'armée française est la cause de l'armistice: mais nous pouvons donner un démenti formel à cette assertion. L'état sanitaire de l'armée française est excellent et dépasse même l'espérance que la chaleur et la fatigue qu'elle a endurées, permettait d'avoir.

Le roi de Sardaigne a adressé la proclamation suivante au peuple de La Lombardie:

"